Nous sommes tous Grecs !

Les marchés financiers à l'assaut des droits sociaux en Europe

Attac est présente dans cette journée de mobilisation avec les salarié-es, chômeur-ses, retraité-es frappé-es par la crise et la précarité, alors que se prépare un plan d'austérité à l'image de celui que subissent les Grecs aujourd'hui.

Que se passe-t-il donc en Grèce ?
Les Grecs, à entendre les médias, n'ont que ce qu'ils méritent. Ce sont de vilains tricheurs qui fraudent le fisc et maquillent leurs comptes publics. Sous pression de l'Union européenne, le gouvernement grec a augmenté la TVA et d'autres taxes sur la consommation, repoussé de deux ans l'âge de la retraite, baissé les salaires des fonctionnaires et arrêté de remplacer ceux qui partent à la retraite. Il s'agit de réduire drastiquement le déficit public, qui atteint près de 13 % du PIB en 2009.

La faute à Maastricht
Il est vrai que l'économie informelle est importante en Grèce, et que les gouvernements successifs ont dissimulé l'ampleur des déficits publics. Mais cela n'a rien de nouveau, ni de surprenant. La crise grecque est en fait le résultat direct du traité de Maastricht, qui a jeté les bases de l'euro il y a près de vingt ans. Ce traité a prétendu imposer une monnaie unique à des pays aux structures économiques et sociales aussi différentes que l'Allemagne et la Grèce, sans développer de budget communautaire. Les fameux « critères de convergence de Maastricht » étaient fatals : ça devait mal finir.

Pourquoi la Grèce ?
Depuis la création de l'euro, l'inflation est beaucoup plus forte en Grèce – en Italie ou en Espagne aussi d'ailleurs – que dans le reste de l'Europe. Les produits grecs deviennent trop chers pour être compétitifs à l'exportation. La Grèce a donc un déficit commercial croissant. D'autant plus que l'Allemagne s'est engagée en 2003 dans un véritable dumping social, en bloquant les salaires, en réduisant la protection sociale et en augmentant la TVA.

En outre, les taux d'intérêt de la Banque centrale européenne sont très bas à côté de l'inflation en Grèce : s'endetter à 3 % quand l'inflation est à 4 %, ça rapporte. D'où une flambée de l'endettement interne, des ménages et des entreprises. Là-dessus surviennent crise financière et récession, donc des déficits supplémentaires.

Enfin, pour résorber ses déséquilibres, la Grèce ne peut plus dévaluer sa monnaie : elle est prisonnière de l'euro. En même temps, sortir de l'euro, à court terme, serait une catastrophe pour les Grecs : inflation, chômage, déficits seraient encore aggravés...

Comment les spéculateurs en profitent ?
Dans toute l'Europe la crise a provoqué des déficits publics énormes. Mais le traité de Maastricht (confirmé depuis par tous les traités dont celui de Lisbonne) a interdit aux États de se financer auprès de la Banque centrale européenne. Les gouvernements européens, comme les Grecs, doivent financer ces déficits en empruntant sur les marchés financiers.

Or les spéculateurs ont décidé que la Grèce risquait de faire défaut sur sa dette dans les années à venir. Ils exigent donc une prime de risque pour lui prêter de l'argent. Les taux d'intérêt payés par la Grèce sont trois points plus élevés que pour la France ou l'Allemagne. Pire encore, les fonds spéculatifs (*hedge funds*) s'attaquent désormais non plus seulement à la Grèce, mais à l'euro. Ils misent des sommes colossales pour faire baisser l'euro. Des sommes qu'ils ont empruntées pour pas cher à la Banque centrale européenne !

ne pas jeter sur la voie publique

Pour vous informer ou rejoindre l'association Attac France :
66-72, rue Marceau - 93100 Montreuil-sous-Bois. Tél. : 01-41-58-17-40 - Fax : 01-43-63-84-62
Courriel : attacfr@attac.org - Internet : www.france.attac.org

Pourquoi c'est notre problème ?
Formidable, diront certains : si l'euro baisse, les produits européens seront moins chers et on exportera plus, c'est bon pour l'emploi... Et après tout, si la Grèce devait quitter l'euro comme l'a dit Angela Merkel, ce serait dommage pour eux mais ça ne nous dérangerait pas.

Eh si ! La crise de l'euro ne s'arrêtera pas avec la chute de la Grèce. La spéculation se reportera immédiatement sur un autre pays – l'Espagne, le Portugal, l'Irlande, l'Italie ou la France... Tous les pays amplifieront alors une surenchère anti-dépenses publiques afin de rassurer les marchés financiers. Adieu retraites, assurance maladie, prestations sociales, services publics...

La réforme des retraites : un gage pour la spéculation
C'est ainsi qu'on peut comprendre l'empressement de Nicolas Sarkozy à vouloir réformer les retraites, alors même que la situation démographique de la France est la plus favorable d'Europe. Nos élites veulent démontrer aux marchés financiers qu'elles n'hésiteront pas à faire payer la facture de la crise financière aux salariés, aux retraités et à l'ensemble de la population. Salarié-es, précaires, jeunes en formation, chômeurs en galère, nous sommes tous grecs !

Déjà les dépenses pour les services et l'emploi publics sont compressées, les retraites et la protection sociale sont menacées. Pourtant les entreprises du secteur financier ont fait d'énormes bénéfices (11 milliards d'euros pour les six banques françaises du CAC 40)...

L'austérité n'est la solution ni en Grèce, ni ailleurs.

C'est pourquoi Attac exige :

contre la spéculation financière :

• une taxe sur les transactions financières pour dégonfler la spéculation,
• l'interdiction de spéculer avec des titres qu'on ne possède pas (« vente à découvert »),
• la réglementation très stricte des produits financiers dérivés (« CDS »),
• la fin du recours des États à l'endettement auprès des marchés financiers, et le financement des déficits par la BCE,
• un plan d'urgence européen de solidarité avec la Grèce.

pour le financement des urgences sociales et écologiques :

• une répartition équitable des fonds prélevés sur la spéculation : 1/3 pour les budgets sociaux, 1/3 pour la lutte contre la pauvreté et 1/3 pour la lutte contre le réchauffement climatique et pour l'adaptation au Sud,
• l'instauration d'un revenu maximum admissible (au-dessus duquel le fisc prend tout),
• l'augmentation des cotisations sociales employeurs pour les retraites, l'assurance-maladie, l'assurance-chômage...,
• la création d'un véritable budget européen, qui permette de développer les solidarités entre pays, au lieu du chacun pour soi qui va déboucher sur un effondrement européen.

Bulletin d'adhésion à Attac

NOM (en capitales) _____ PRÉNOM _____
☐ Homme ☐ Femme Date de naissance _____
Profession _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
Téléphone fixe _____ Mobile _____
Adresse électronique _____

Pour rejoindre Attac, envoyer ce bulletin, accompagné d'un chèque bancaire ou postal, à Attac, Service adhésions, 60732 Sainte Geneviève cedex.

J'adhère à Attac et verse pour l'année civile 2010 un montant de :
☐10 €, ☐30 €, ☐50 €, ☐120 €

J'effectue le règlement par :
☐ chèque bancaire ou postal
☐ CB n°: ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋
3 derniers chiffres au dos de votre carte : ⌊_⌊_⌊_⌋
date d'expiration : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋
signature : date :

TR100323